

---

## AVENIR DE LA MORALITÉ

---

Nous nous sommes demandé ici même il y a quelques mois quelles seraient les transformations probables du crime. A cette question s'en rattache une autre qui s'impose aujourd'hui, anxieuse et obscure, à toute conscience, à savoir : que deviendra la moralité? ou, pour préciser, quel sera désormais son appui? Ce sera l'intérêt bien entendu, répondent les utilitaires, Bentham et Stuart Mill, répétés par cent autres, et l'on semble croire que cette réponse suffit. Or, je n'ai pas à faire une critique en règle de l'utilitarisme, je dois me borner à dire un mot du problème qu'il prétend résoudre et qu'il ne m'est permis ni d'éluder ni d'épuiser en courant. Mais je dois remarquer d'abord qu'il est étrange de voir l'utilitarisme proclamé comme une découverte par ceux qui reprochent précisément aux sectateurs de toutes les religions de faire le bien par intérêt, pour gagner le ciel. Non, cette doctrine n'a rien de neuf, et il est certain que toutes les morales du monde, en tout temps et en tout lieu, ont été utilitaires. Il s'agit seulement de savoir si elles n'ont été ou sont destinées à n'être que cela. Je le nie, et je vais plus loin : plus la civilisation progressera, avec son double effet parallèle, la centralisation socialiste des sociétés grandissantes et la pulverisation individualiste des individus rapetissés, plus l'écart s'élargira entre l'intérêt social, dont la morale est l'expression, et l'intérêt individuel. De moins en moins donc, il sera loisible au bien de s'appuyer sur un calcul. La moralité, qu'est-ce? C'est la force qui rend capable des privations, des sacrifices et des dévouements imposés à l'individu par l'intérêt commun de ses compatriotes non seulement présents, mais futurs même (à moins de renoncer à toute prévoyance et à toute vie nationale), et conformément aux volontés, aux maximes et aux convictions de ses compatriotes présents et passés (à moins de dépouiller toute tradition nationale, ce qui, d'ailleurs, serait impossible). Cette force, où l'individu la puisera-t-il?

Il fut un temps où une nation se composait, non d'individus détachés et éphémères, comme maintenant, mais de familles très compactes et très vivaces indéfiniment, véritables unités sociales indécomposables, indissolubles à l'égard du législateur et du moraliste antique <sup>1</sup>, notam-

1. Voir, à ce sujet, *Sumner-Maine*, que je ne me lasse pas de citer quand il s'agit d'archéologie morale et juridique (*Ancien droit et Institutions primitives*). Voir aussi *Lvall, Mœurs religieuses et sociales de l'Extrême-Orient*.

ment hébreu, hindou, celtique, romain et grec aussi. Toute la solidité sociale de l'Extrême-Orient et de la moitié du monde repose encore sur cette solidarité familiale, dont quelque chose est resté dans notre Occident même jusqu'à nos jours, grâce à la perpétuité traditionnelle du droit romain et à la préservation exceptionnelle de la famille romaine, et n'est pas le moindre fondement de notre moralité actuelle. La statistique montre éloquemment les bons effets du mariage et de la paternité à ce point de vue <sup>1</sup>. Léguer à ses enfants un nom sans tache : cette préoccupation du père, même en nos familles presque dissoutes, est une sauvegarde de premier ordre; et, à voir ce qu'elle conserve d'efficacité, on peut deviner l'énergie de conservation civique qu'elle eut jadis, et par elle-même, et par cet autre grand mobile qui s'y joignait : respecter et faire respecter le nom de ses pères, si humble fût-il. La famille alors, personne immortelle à laquelle l'individu s'identifiait, paraissait digne de toutes les immolations et permettait à l'individu sacrifié volontairement en vue des générations à venir, de croire qu'il s'immolait en quelque sorte à lui-même. C'est réellement à ce point de vue qu'il faut se placer pour comprendre les anciennes mœurs. Par exemple, je serais disposé à ne voir dans les *vendettas*, dans les haines séculaires de famille qu'une espèce de légitime défense appliquée à la famille : de même que l'individu a le droit, fondé sur l'utile, de riposter à un coup par un autre coup porté un instant après, de même la famille, être permanent à qui les années sont ce que les secondes sont aux individus, poursuit sa propre utilité en ripostant à un meurtre par un autre meurtre accompli dix ans, cinquante ans après le premier. Rien ne se justifie mieux utilitairement, malgré le mal sans compensation personnelle qui en résultait pour tel ou tel membre de chaque famille. La morale pouvait être utilitaire dans ces conditions, jusqu'à un certain point du moins; la nation, faisceau assez lâche d'ailleurs des familles, pouvait n'avoir pas un intérêt distinct de l'intérêt de celles-ci, douées comme elle, en apparence, d'immortalité, et susceptibles, par suite, d'étendre aussi loin qu'elle leur prévoyance, d'attendre aussi longtemps qu'elle la récompense de leurs efforts, le dédommagement de leurs sacrifices, ce qui est interdit à l'individu. La morale pouvait encore être utilitaire plus tard, quand, les liens du sang commençant à se détendre, l'immortalité de l'âme individuelle, illusion pieuse, vint à propos prêter secours à l'immortalité de la famille comme soutien du devoir, et, par degrés, se substituer à elle. C'est en Égypte que nous voyons pour la première fois, et avec une incomparable énergie, se produire ce nouveau mobile de la conduite honnête <sup>2</sup>, parce que la civi-

1. J'ai eu quelque part le tort de me moquer de la statistique à cet égard, et je m'en accuse.

2. Je dis nouveau, quoiqu'il ne fût qu'un développement du premier. L'adoration des ancêtres, en effet, dans la famille primitive, supposait déjà la foi en la survivance de certaines âmes privilégiées.

lisation de cette contrée est la plus antique de toutes, à notre connaissance, et que là, plutôt qu'ailleurs, le relâchement de l'union consanguine a dû commencer. Nous devons penser que l'illusion souveraine dont il s'agit est née là, d'où elle a rayonné dans le monde entier à travers la Judée et la Grèce.

Mais, à mesure que le cours inexorable de la civilisation a rompu l'une après l'autre toutes les attaches des parents et réduit l'homme à lui-même; à mesure aussi que le progrès des sciences a ébranlé ou expulsé des consciences la foi en une rémunération posthume, et limité aux termes ridiculement étroits de la vie organique le champ de ses prévisions et de ses espoirs; n'est-il pas clair que la morale a cessé de pouvoir se fonder sur l'utilité, et que la prétention de voir ou de faire coïncider dorénavant l'intérêt futile et fugace de chacun de nous avec l'intérêt grand et durable de la patrie, avec l'intérêt grandiose et impérissable du genre humain, est une duperie ou un sophisme? Oui, cela ne peut se contester s'il est vrai que la raison d'être de la morale soit d'être utile, c'est-à-dire d'assurer à chacun la plus grande somme de bonheur possible, à savoir le maximum de plaisirs et le minimum de douleurs. Mais il en sera tout autrement si nous reconnaissons qu'il s'agit ici de desseins, de désirs déterminés à réaliser, non de sensations indéterminées, agréables ou non désagréables à rencontrer, et qu'il s'agit avant tout de jugements d'approbation ou de blâme à mettre d'accord entre eux. Le remède, nous allons le voir, sort du mal même, et sous deux formes différentes qui nous permettent de pressentir les métamorphoses futures ou prochaines de la moralité.

En premier lieu, l'écart est devenu énorme entre l'individu annihilé et la patrie prodigieusement agrandie; tant mieux, ce que l'homme cherche, ce n'est pas son intérêt, c'est un but, un grand but qui vaille la peine de vouloir et de vivre, et le propre de la civilisation est d'offrir à l'ambition, à l'activité individuelle, des centaines, des milliers de buts pareils, à côté desquels l'individu se sent si peu de chose qu'il lui en coûte moins enfin de se soumettre à leur écrasante supériorité. A la vérité, il semble bien parfois, aux époques de défaillance, que l'instinct public cherche à remédier d'une autre façon beaucoup moins heureuse à la disproportion signalée entre l'intérêt collectif et l'intérêt particulier. On dirait que les nations, composées d'unités plus nombreuses, mais plus fugitives qu'autrefois, cherchent à se faire instinctivement un intérêt général à courte portée comme l'intérêt particulier de celles-ci. Quelle que soit la forme de leur gouvernement, par exemple, les hommes d'État qui les dirigent diffèrent des hommes d'État anciens à la fois par l'horizon très élargi de leur surveillance sur un plus grand nombre d'intérêts similaires simultanément régis par des lois identiques, et par le regard très raccourci de leur prévoyance. Leurs desseins sont plus vastes que jadis, puisqu'ils ont pour objet la mise en mouvement de plus énormes masses d'hommes, mais plus étroits en ce sens qu'ils ont des visées bornées à un avenir plus rapproché. On a vu jadis

le roitelet de la petite Prusse sacrifier dans ses calculs le présent à un avenir très éloigné que ses petits-neveux, hélas! ont vu luire. Jamais, de nos jours, n'importe en quel pays, à commencer par l'Allemagne même, une assemblée politique consentirait-elle à sacrifier un intérêt actuel en vue d'un bénéfice dont la seconde ou la troisième génération après nous devrait seule profiter? Loin de là, c'est sur nos descendants que nous rejetons la carte à payer de nos emprunts. Ce contraste frappant, cette sorte de compensation entre l'extension en surface et en nombre et l'abréviation en durée, est une anomalie, momentanée, je crois, qui trouve son explication immédiate dans les progrès de l'individualisme; mais la cause profonde en est dans un phénomène général dont l'individualisme est un effet : je veux dire la substitution graduelle de l'imitation des étrangers, des modèles extérieurs et contemporains (en fait de vêtements, d'armes et de meubles, d'industries et d'arts, de besoins, d'idées et de sentiments), à l'imitation exclusive des pères, des anciens, des modèles intérieurs et traditionnels <sup>1</sup>. De là, sur un territoire donné, cet effacement des diversités en tout genre d'un lieu à l'autre, et cette différenciation croissante, accélérée, d'une année à l'autre, qui caractérise la montée de la civilisation. Par suite, le regard du politique, et aussi bien du législateur, plonge de moins en moins dans un avenir qu'on sait de plus en plus fertile en surprises.

Or, s'il devait en être toujours ainsi, il faudrait croire que la morale, écho tardif, mais fidèle de l'intérêt général tel qu'il est compris et voulu, pourrait s'attendre à des transformations de fond en comble. Ses prescriptions ou ses interdictions finiraient par ne plus porter du tout sur les actes utiles ou préjudiciables à nos seuls neveux, notamment sur certains faits de continence ou d'infidélité conjugale, de piété filiale ou d'indiscipline domestique, de lâcheté ou de bravoure patriotique, regardés jadis comme des vertus cardinales ou des crimes capitaux, mais dont l'effet salutaire ou désastreux ne se fait sentir aux peuples qu'à la longue. Après moi le déluge, dirait la société. Le malheur est qu'elle mourrait de cette parole. Aussi y a-t-il lieu de penser qu'inévitablement, après un temps de myopie progressive, mais passagère, la prévoyance collective s'étendra dans le temps comme dans l'espace et que les nations prendront conscience avec la même ampleur de leurs intérêts futurs et permanents et de leurs intérêts actuels. La civilisation ne monte pas toujours; elle ne monte que pour atteindre un haut plateau où elle se repose, et où l'imagination épuisée restitue sa force première, sous de nouvelles formes, à l'imitation intérieure et traditionnelle. Quand ce moment viendra aussi pour notre civilisation occidentale, l'abîme, je le répète, sera immense entre l'intérêt social et l'intérêt individuel. Et comment cet abîme sera-t-il comblé?

Sera-ce par un retour à la vie de famille, au culte du foyer et du nom?

<sup>1</sup>. C'est ce que j'appelle, en un seul mot, la substitution de l'*imitation-mode* à l'*imitation-coutume*.

C'est possible, probable même, et il serait imprudent de rien faire pour empêcher cette utile réaction. Mais cela ne suffira pas. Je dis qu'en outre, et d'abord, la grandeur même des services à rendre au pays amplifié dans tous les sens subjuguera toute âme assez éclairée pour les apercevoir et lui imposera ou lui facilitera l'abnégation. De cette élite peu à peu descendra l'exemple régénérateur. En dehors de sa tribu, seule chose durable et considérable au-dessus de lui, à qui l'homme primitif se serait-il dévoué? Mais dès à présent que de feux sacrés à adorer et à entretenir, à faire rayonner pour une postérité indéfinie, autres que le feu du foyer inventé par un grand inconnu! Découvertes et inventions merveilleuses à comprendre, à aimer et servir, à déployer dans leurs conséquences, à attiser dans leur rayonnement et leur diffusion à travers le monde. Et que d'efforts surhumains suscités par là : isthmes et montagnes à percer, frontières à niveler, injustices à détruire, pyramide des sciences à achever ou thèmes éternels de l'art à rajeunir, entreprises colossales à poursuivre ou inspirations toutes-puissantes à exprimer! Est-il possible que devant la majesté de ces choses conçues et voulues, voulues aussitôt que conçues, l'homme ne sente pas l'inanité des petites choses désirées par lui qui leur font obstacle? Tel sera donc, tel est déjà le premier appui nouveau du devoir.

En second lieu, il ne se peut que le sentiment de l'honneur ne se répande, ne se généralise, et même ne se fortifie au cours de la civilisation grandissante. J'entends le sentiment de l'honneur, non au sens ancien, familial et aristocratique du mot, mais au sens moderne, démocratique et individuel. Ce dernier date à peine de la Renaissance, de la Renaissance italienne, si j'en crois Burckardt. Pourquoi, demandera-t-on, ce besoin de considération personnelle doit-il grandir pendant que les antiques bases de la morale, la famille et la religion, ne cessent d'être sapées? Parce que la cause même de la destruction de celles-ci est propre à consolider et à étendre la nouvelle : je veux dire la densité croissante de la population, le progrès des communications et la circulation indéfiniment accélérée des idées dans un domaine indéfiniment étendu par-dessus toutes les barrières de familles, de castes, de cultes, d'États. La substitution de l'imitation-mode à l'imitation-coutume a eu pour effet d'abattre l'orgueil du sang et la foi au dogme, mais en même temps elle a eu pour effet de susciter, par l'assimilation progressive des esprits, la puissance devenue irrésistible de l'opinion, d'où ce respect inconscient et profond de l'opinion qui se trahit dans les actes des plus solitaires penseurs, en dépit de leurs illusions sur eux-mêmes. Or, qu'est-ce que l'honneur, sinon l'obéissance héroïque, irréfléchie et passive, à l'opinion?

La succession des appuis différents de la moralité, telle que je viens de l'exposer dans ce qui précède, s'accomplit au cours des siècles avec une solennelle lenteur, depuis la barbarie encore à demi sauvage jusqu'à la civilisation consommée. Mais on en voit l'image réduite et fort

nette dans le contraste presque subit qui se produit quand un jeune conscrit passe de la cabane paternelle au régiment. Au bout de peu de temps, il ne pense guère plus à son père qu'il craignait si fort, au champ qu'il convoitait, à la jeune fille qu'il courtisait en vue de fonder une nouvelle famille, et il songe encore moins au catéchisme de son curé : toutes les sources de son honnêteté laborieuse et de sa pureté de mœurs relatives sont taries. Mais, loin d'avoir déchu, sa moralité s'est élevée, et ce qu'il a perdu en continence peut-être et en amour du travail, il l'a bien regagné en courage et en probité, parce que, outre la pensée du conseil de guerre, il a eu pour le soutenir dans sa vie disciplinée à la caserne, pour le maintenir ferme au poste sur le champ de bataille, ces deux grands mobiles nouveaux : d'une part, l'idée de la victoire à gagner, du but patriotique pour lequel l'armée s'exerce ou combat; d'autre part, l'idée de la dégradation, de l'humiliation devant les camarades, à éviter même au prix de la mort. Nous sommes autorisés, ce me semble, à voir dans la moralité militaire actuelle la peinture anticipée de la moralité sociale future, si nous considérons qu'une armée est, avec une congrégation religieuse, l'expression à beaucoup d'égards la plus pure, la plus forte, de l'organisation sociale, d'aucuns disent socialiste, c'est-à-dire artificielle au plus haut degré, mais conforme à ce qu'il y a de plus naturel et de plus essentiel dans l'homme, le goût de la coordination. Qu'est-ce que l'armée? C'est un milieu social extrêmement dense, excessivement assimilé, quoique hiérarchisé très fortement, et où l'imitation-mode se propage avec une rapidité inconnue partout ailleurs; de plus, un milieu social exclusivement masculin et où l'individu est aussi détaché que possible de sa corporation physiologique qui est la famille, aussi incorporé que possible à sa corporation politique, qui est le régiment. Or, il n'est pas difficile de voir que les sociétés en progrès marchent dans un sens très propre à les rapprocher de ce type militaire. Tout les y pousse : la population qui va se condensant partout et s'assimilant très vite, en attendant qu'elle se classe et s'hiérarchise de nouveau; les voies de l'imitation-mode qui se multiplient, s'aplanissent et s'étendent; et le caractère essentiellement masculin, comme je l'ai dit plusieurs fois, de la civilisation qui force les hommes, par leur culture à part, à se séparer politiquement, scientifiquement, artistiquement même des femmes, à exclure les femmes de leur caserne à eux, c'est-à-dire de leurs administrations, de leurs coteries, de leurs cercles, de leurs corps électoraux, à creuser entre eux et les femmes, sous tous les rapports d'origine sociale, un abîme toujours plus profond, nullement comblé ni diminué par la licence toute *soldatesque* ou *chevaleresque* des mœurs; d'où un grand relâchement des liens de famille.

Il ne faut pas se le dissimuler, une telle transformation ne saurait être compatible avec la moralité que si le frein de l'opinion se fortifie; et il se fortifiera sûrement si cette transformation est poussée à bout. L'honneur retrempé sortira de là plus puissant que jamais, comme

peut nous le faire pressentir déjà l'hypertrophie malade des amours-propres et des vanités. Car, de même que l'on commence à imiter le voisin ou l'étranger en copiant ses vêtements et ses meubles avant de copier ses titres et ses décorations, ainsi la vanité, sorte d'honneur superficiel, est le premier pas vers l'honneur, vanité profonde, et le besoin d'être regardé, de paraître, aboutit au besoin d'être considéré. Par suite, ne raillons pas trop amèrement la contagion du luxe vulgaire et de l'étalage vaniteux qui pourra porter de bons fruits. Et, pareillement, ne nous affligeons pas trop quand nous assistons, dans nos grands débordements de démocratie, à certains aplatissements individuels qui sont peut-être la promesse de relèvements futurs. Si triste qu'il soit de voir se propager l'esprit de populacerie intellectuelle, qui sait si cette humiliation n'est point le nivellement nécessaire sur lequel l'avenir s'apprête à ériger l'autel de l'honneur, dont la première condition est un conformisme intense, très intense, afin qu'il soit très inconscient et très sincère comme dans l'armée? Mais n'oublions pas non plus que l'honneur vaudra moralement ce que vaudra l'opinion, et que l'opinion vaut ce que valent ses sources, les maximes et les exemples édictés par quelques individus, vulgarisés ensuite dans le public. Dans l'armée, corps très discipliné, maximes et exemples descendent de l'état-major, et non des derniers rangs de la troupe. Aussi l'honneur spécial qui y règne est-il d'une trempe forte et d'un métal pur. S'il n'en était pas de même dans nos sociétés nouvelles, s'il cessait d'y avoir un état-major, ou si l'élite dominante n'y brillait que par l'intelligence et l'ambition, nullement par le caractère et l'amour du bien, du bien moral senti et goûté pour lui-même, l'opinion dépravée ou amollie, indulgente à trop de vilénies, ne tarderait pas à engendrer un pseudo-honneur à son image. On voit donc la nécessité, je ne dis pas certes de rebrousser chemin vers l'aristocratie ancienne, mais de ne pas chercher à abaisser, d'aider au contraire à croître, en son libre recrutement, l'aristocratie nouvelle, composée avant tout de savants et d'artistes, et de favoriser par suite le développement esthétique de l'instruction, de l'éducation supérieures.

En résumé, n'avais-je pas raison de dire en commençant que la morale devient et deviendra de moins en moins utilitaire, sous peine de cesser d'être? De moins en moins elle peut être une conformité de moyens à des fins individuelles, une industrie; de plus en plus elle doit être une conformité de principes individuels aux principes reconnus dans le public, et des actes de l'individu à ses principes. Par ces deux derniers caractères elle se rattache à la logique, dans le double sens que je donne et qu'il faut, je crois, donner à ce mot : à la logique sociale, qui consiste à supprimer les contradictions d'idées d'homme à homme et se satisfait de la sorte par le conformisme croissant des esprits et des consciences, et à la logique individuelle, qui consiste à supprimer les contradictions d'idées dans le même cerveau, genre d'accord essentiellement esthétique, comme le prouve la beauté de tout système cohé-

rent. L'accord des actes aux idées n'est qu'une variété de celui-ci, car l'homme qui agit contrairement à ses principes est forcé de se mésestimer d'abord en se les appliquant, ce qui provoque aussitôt en lui quelque fin de non-recevoir exceptionnelle et sophistiquée qui commence à battre ses principes en brèche et introduit dans sa conscience un germe de contradiction. Or, la contradiction est un état d'équilibre cérébral instable qui tend toujours à se résoudre en un accord. Toutefois, remarquons en finissant que, dans un milieu très *socialisé*, où l'attention des individus, tout extériorisée, n'est préoccupée que d'autrui, on est bien moins choqué de se contredire soi-même qu'on ne l'est d'être contredit par les autres ou qu'on ne souffre à être obligé de les contredire par ce genre particulier d'*inconséquence sociale* appelé dissidence. Et, de fait, combien de maximes excellentes circulent à leur aise de par le monde, sans qu'on s'aperçoive même qu'elles sont à chaque instant violées par la conduite habituelle et uniforme des gens! C'est qu'ici la logique *sociale* est satisfaite, grâce à cette double uniformité des pensées et des actions, d'ailleurs contradictoires *individuellement*. La contradiction, en effet, qui existe si souvent entre nos désirs et nos croyances, entre nos actions et nos maximes, provient de ce que nos actes et nos désirs sont formés à l'instar des actes et des désirs d'autrui, tandis que nos maximes et nos croyances sont la répétition des paroles d'autrui <sup>1</sup>. Or, les gens ont fréquemment intérêt à ne pas agir comme ils parlent, car, en parlant, ils cèdent au besoin d'émettre des propositions générales sans prévoir d'ordinaire qu'ils seront un jour entravés par elles, comme il arrivait à Napoléon lui-même de se garrotter par ses propres décrets. Il n'est pas de source plus intarissable de la moralité publique que ce besoin de généralisation. En effet, quoique fréquente, la scission entre le courant des principes professés de bouche et celui des actes suggérés ne saurait durer longtemps; et, signalée bientôt par les consciences les plus hautes, les plus soucieuses de leur intégrité, les plus éprises du bien moral pur, elle ne tarde pas à disparaître.

G. TARDE.

1. Aussi, quand on agit mal, on se dérobe aux regards de ses semblables, bien qu'on sache que ceux-ci, s'ils étaient eux-mêmes isolés, se conduiraient semblablement.

où M. Duboc reconnaît la marque et voudrait trouver le point de départ du pur amour. L'amour pur veut aussi posséder son objet; il lutte pour le conquérir contre l'ordre social même, et le devoir ne triomphe sûrement de la passion que chez les natures supérieures, quand il est passé dans le sang et a acquis la valeur d'un sentiment. Tel le Max de Schiller; il se sait tenu d'être fidèle à son empereur, et le sentiment moral a si bien pénétré toutes ses tendances qu'il obéit encore au devoir en vertu de son amour, afin de ne pas déchoir et de demeurer objet d'idéal pour son amante. Les droits de l'amour restent donc soumis, pour lui, à un autre droit régulateur, et dès lors nous avons à considérer dans les conflits moraux les grandes crises de l'évolution du droit. Car ces conflits de l'amour affectent des formes assez différentes; il peut y avoir conflit de droit entre l'amour et la règle sociale, et la Camille de Corneille ne mériterait pas en tous les temps d'être tuée par son frère parce qu'elle pleure un Curiace. Les rapports du droit commun avec nos sentiments ou nos passions sont variables, et l'intérêt de tout conflit est dans cet effort à la conciliation de nos tendances maîtresses sous une règle qui les enveloppe toutes.

Max et Thécla se jugent obligés tous deux à renoncer l'un à l'autre, et ils ne sont pas en état d'accorder l'idéal de leur amour avec l'idéal actuel du devoir. Max cherche la mort sous le coup d'une nécessité douloureuse, et parce que la vie, dans le moment où il perd son amante, lui apparaît vide et décolorée; mais il la cherche en combattant, et je ferai remarquer incidemment à M. Duboc que c'est autre chose de périr dans la bataille ou de se donner la mort de sa propre main. Tel que Schiller a compris son héros, il me semble que le suicide le dégraderait. J'ajoute maintenant qu'on pourrait se figurer, à la rigueur, Max vivant sans la possession de son objet, mais non pas déchu moralement, et ce serait assez pour montrer la qualité dominante du devoir. Mais un Max survivant ne serait plus un héros tragique, et l'optique du théâtre exige l'achèvement de l'action par sa mort. Ceci est affaire d'esthétique et je n'ai pas loisir à présent de porter la discussion sur ce terrain.

Ce petit livre de M. Duboc invite, on le voit, à la critique. Il est bien écrit, comme tout ce qui vient de la plume de l'auteur, et il vous porte en des régions élevées où l'on respire librement et pleinement. Qui a souci de l'art le lira avec plaisir et profit.

LUCIEN ARRÉAT.

---

**A. Loria.** LA TEORIA ECONOMICA DELLA COSTITUZIONE POLITICA, in-8°. Bour. Roma-Torino-Firenze.

Si l'on veut savoir ce que devient l'histoire considérée à travers les lunettes de l'économiste, non sans d'étranges réfractions, il faut lire la substantielle brochure de M. Loria sur la *Théorie économique de la constitution politique*. M. Loria est un esprit outrancier, lucide et brillant;

monté sur son système, il va loin et ne se laisse pas désarçonner facilement, mais peut-être est-il en danger de crever son cheval sous lui. N'importe, il est fort intéressant à lire, et ses erreurs mêmes sont instructives. « A chaque époque historique nous trouvons que la classe en possession exclusive du pouvoir est celle qui prévaut économiquement, soit celle des propriétaires d'esclaves dans le monde gréco-romain, soit celle des seigneurs féodaux au moyen âge, ou celle des propriétaires bourgeois à l'époque contemporaine; pendant que la classe travailleuse ou est brutalement exclue de toute participation au pouvoir politique comme dans l'antiquité, ou n'y participe que nominale, comme on en voit un exemple dans la représentation de la bourgeoisie aux États généraux français, et dans les candidatures ouvrières d'aujourd'hui, lesquelles ne menacent guère, si ce n'est de très loin, la prépondérance politique de la classe capitaliste. » En deux mots, souveraineté dérive de propriété. « Toute révolution politique n'est que le contrecoup et le résultat d'une révolution économique » précédemment opérée. Si quelques faits çà et là se refusent absolument à rentrer dans cette formule, qu'à cela ne tienne. Précisément parce que « les rapports politiques ne sont que l'involucre superficiel, le froc extérieur de la société, » il faut remarquer que « à la tête d'un homme de génie et à celle d'un crétin peut s'adapter un même chapeau », et, par suite, il ne faut pas s'étonner si « à des formes économiques très diverses peuvent répondre des rapports économiques semblables ». Du reste, le *pouvoir*, dans l'ensemble des faits, est lié au *revenu*. L'un et l'autre se subdivisent de la même manière. Le revenu est foncier ou mobilier, rente de la terre ou intérêt du capital; le pouvoir se partage pareillement entre les conservateurs et les libéraux, entre le sénat et la chambre des députés<sup>1</sup>. Le parti tory en tout pays n'est-il pas composé surtout de propriétaires terriens, et le parti whig, de capitalistes? La lutte de ces deux grandes fractions de la classe gouvernante, qui, sous des noms divers (les Guelfes et les Gibelins, les patriciens et les plébéiens, la noblesse et le Tiers-état, etc.), remplissent l'histoire de leur long procès pour le partage inégal de la souveraineté, exprime simplement la rivalité d'intérêts qui divise les deux grandes catégories de la richesse. C'est le duel incessant et fécond de la classe gouvernante contre elle-même, par bonheur pour la classe pauvre et sujette qui en profite pour grandir. Nous trouvons cette distinction au fond de tout. Elle

1. Tocqueville (*Démocratie en Amérique*) me paraît expliquer beaucoup mieux cette nécessité de deux chambres, l'une haute, l'autre basse, par le besoin d'avoir deux degrés de législation comme on a deux degrés de juridiction. Un sénat n'est qu'une cour d'appel législative. La dualité du sénat et de l'assemblée des députés a si peu sa raison d'être dans celle des propriétaires fonciers et des capitalistes qu'on trouve, dès l'origine, deux chambres instituées dans chacun des États américains devenus les États-Unis, c'est-à-dire dès l'époque où il n'y avait pas encore de capital formé. Ici, il est vrai, l'*imitation* de la mère-patrie anglaise est manifeste; mais l'*imitation* est un tout autre principe d'explication sociale que le point de vue économique.

nous explique la Ligue, elle nous explique le nihilisme contemporain. Après l'abolition du servage en Russie, en effet, « la noblesse russe, attaquée dans l'intégrité de ses revenus par les classes commerçante et agricole, entreprit contre elles une formidable guerre, associant dans une alliance mystérieuse et terrible tous les déshérités, tous les adversaires de la bourgeoisie; et de cet hybride accouplement entre l'aristocratie et le prolétariat, sortit, horrible monstre, le nihilisme ». — Sur ces données, l'histoire tout entière est à refaire. Les trois formes historiques successives de la production des richesses, l'esclavage, le servage et le salariat, ont déterminé l'apparition de régimes politiques correspondants. Aux temps « d'économie à esclaves », on voit, il est vrai, tous les hommes libres, propriétaires ou non, riches ou non, participer au pouvoir. Mais pourquoi? Parce que, malgré cette participation, le revenu des propriétaires est assuré par l'assujettissement absolu de la classe productrice. Aussi la souveraineté, alors collectivement exercée du reste, semble-t-elle liée à la liberté, plutôt qu'à la propriété. A l'époque du servage, le serf, il est vrai, quoique jouissant d'une quasi-propriété sur le sol qu'il cultive moyennant le paiement du cens invariable, est exclu du pouvoir; mais il le fallait pour dédommager le vrai propriétaire, le seigneur, du préjudice que lui causait la renonciation aux accroissements de son revenu, possibles jadis, impossibles maintenant. La souveraineté de celui-ci, étroitement liée à sa propriété, s'exerçait individuellement sur ses manants. Enfin, quand le serf affranchi est devenu l'ouvrier salarié, et que le salaire variable substitué au cens fixe donne au capitaliste la certitude de toucher toujours le profit maximum de son capital, il est inutile à ce propriétaire d'un nouveau genre, non seulement d'avoir un droit de propriété brutale sur le travailleur comme au premier âge, mais même d'avoir sur lui un droit de souveraineté individuelle, comme à l'âge suivant. Il lui suffit de posséder une souveraineté collective, plus ou moins dissimulée qui va grandissant toujours jusqu'à l'absolutisme, en dépit des apparences contraires. En France, notamment, on nous apprend que le triomphe de cette ploutocratie bourgeoise est d'avoir fondé la république, « forme de gouvernement où la prépondérance politique de la propriété atteint son plus haut point de développement. » — Je suis forcé de passer sur des considérations historiques où éclate le talent de l'auteur, non moins que son intrépidité. Qu'allez-vous lui parler, par exemple, d'enthousiasme religieux à propos de la Réforme ou des croisades? Luther n'était que « le pontife de la bourgeoisie », il a légitimé l'oppression des serfs, il a été « le salut de la féodalité. » Quant à cette « folie religieuse » qu'on appelle les croisades, laissons de côté, s'il vous plaît, Pierre l'Ermite et ses prédications. Au fond de cette « grande manie qui a affligé l'Europe si longtemps », qu'y a-t-il? « Une activité conquérante, rendue oisive en Europe, qui cherchait son aliment dans une série de guerres d'outre-mer, aboutissant à la fondation d'une colonie religieuse en Syrie, précisément comme aujourd'hui on voit l'activité accumula-

trice, sans emploi normal sur le continent, se lancer dans des entreprises coloniales ou des spéculations aventureuses. » Autrement dit, les croisades étaient l'expédition du Tonkin du moyen âge. Bien mieux, l'admiration qu'elles ont suscitée « forme un parfait pendant à l'enthousiasme que provoqua en Hollande, à une certaine époque, la spéculation sur les tulipes, ou en Angleterre, le projet d'épuisement de la mer Rouge, ou toute autre idée insensée, et à la Kermesse financière qui, de nos jours encore, enflamme pour les motifs les plus fous, les nations les plus sages ».

J'ai fait mon possible pour résumer, sans la mutiler, l'idée de M. Loria. Il faudrait un volume pour réfuter ses exagérations tout en lui faisant sa part de vérité. Je me bornerai à deux aperçus. — D'abord est-il vrai que propriété et souveraineté soient liées? Oui. Mais est-il vrai que souveraineté dérive de propriété? Non; ce serait plutôt l'inverse. En tout cas, faire fortune n'a jamais été qu'un des moyens d'arriver au pouvoir, non le seul ni le meilleur; et les ambitieux, au contraire, savent très bien que s'emparer du pouvoir, par coup d'état, banquets, discours, barricades, etc., est le plus sûr moyen de faire fortune. Sur ce point, la preuve est faite. Être pauvre et n'avoir rien à perdre est souvent et a souvent été dans le passé, depuis les *condottieri* jusqu'aux politiciens modernes, une excellente condition pour faire son chemin politique. Quand la richesse mène à la puissance, c'est que déjà l'extorsion violente ou l'habile acquisition de certains privilèges qui constituaient une réelle puissance avaient permis à la richesse de s'accumuler. Si le tiers-état est devenu en 1789 la classe dominante, ce n'est pas qu'il fût la classe la plus riche; la noblesse et le clergé réunis, et même pris à part, l'emportaient sur lui sous ce rapport, malgré leur annihilation politique; c'est cependant parce qu'il était parvenu à un certain degré d'aisance qui l'enfiévrerait du désir de monter plus haut. Mais ce petit capital, comment avait-il pu le former? Grâce à l'insurrection des communes. Les grands moines du moyen âge, saint Bernard par exemple, le premier homme d'État de son temps peut-être, commençaient par faire vœu de pauvreté, et leur monastère même, au temps de son apogée politique, était pauvre. Les ordres mendiants ne se sont enrichis que par l'exercice du pouvoir. — Remontons, comme le veut la méthode historique, à l'origine des sociétés. L'idée de M. Loria revient à dire que les pouvoirs sur les personnes sont engendrés par les pouvoirs sur les biens, que les droits personnels sont la suite et la conséquence des droits réels. Le contraire est vrai : les premiers droits n'ont pu être que des droits personnels : la *patria potestas* a précédé nécessairement la propriété et l'a produite. Or, la *patria potestas* est certainement la source de toute autorité politique ou religieuse, et tous nos sacerdoces, comme toutes nos magistratures, n'en sont que des démembrements. L'homme primitif, chasseur ou pêcheur, « plus souvent chassé que chasseur », dit très bien Bourdeau, n'a point de domaine ni de capital, il n'a qu'une royauté théocratique qui lui assujettit ses

femmes, ses esclaves et ses enfants. Mais cela suffit pour qu'avec l'aide de ses sujets il *capitalise* (car le capital a précédé la propriété foncière) de vastes troupeaux, et plus tard défriche d'immenses terres. Il est donc bien vrai que le revenu vient du pouvoir et non le pouvoir du revenu. *A priori* du reste on peut l'affirmer : le pouvoir, c'est la règle des activités, des productions soit militaires, soit pacifiques ; le revenu, c'est la limite des jouissances, des consommations. Or, les consommations supposent des productions préalables. Donc, le revenu originellement a dû suivre et non précéder le pouvoir. Et il en a toujours été ainsi. Quand Louis XVI s'avise de se faire dire par Bossuet qu'il est propriétaire de tout son royaume, et qu'en fait il en attire à lui tous les revenus, c'est qu'il est déjà monarque absolu.

Mais allons au fond de l'idée de M. Loria : il n'a fait que donner une précision remarquable à cette vieille maxime, que « l'intérêt seul mène les hommes ». Son point de vue pèche par une grave et capitale omission : celle des croyances. Pour sentir la gravité de cette lacune, il serait bon de mettre M. Loria aux prises avec M. Fustel de Coulanges, ou, plus généralement, avec cette école d'historiens mythologues et logiciens, d'après lesquels l'entier enchaînement des faits de l'histoire se ramène à une succession d'idées, de propositions fondamentales et théoriques, qui sont venues l'une après l'autre s'asseoir sur le siège de l'esprit humain et guider de haut la conduite humaine. Ce sont elles, avant tout, qui mènent la vie. Aussi longtemps que dure la période aristocratique des sociétés, c'est la naissance seule qui donne l'aptitude à gouverner, et la moindre goutte de sang noble ou royal dans les veines vaut mieux pour l'ambitieux que tous les trésors. Pourquoi ? Parce qu'il est essentiel pour un prétendant d'être *jugé légitime*, et que l'idée de légitimité s'attache alors au sang. Combien de trônes se sont fondés solidement sur ce préjugé, indépendamment de tout désir des populations, et même en dépit de leur antipathie prononcée ! En tout temps, le candidat qui a le plus de chance est celui qui répond le mieux à la foi religieuse ou politique, non toujours à l'intérêt de ses électeurs. En effet, l'homme ne croit pas toujours ce qu'il aurait intérêt à croire, ce qu'il désirerait croire. Sa croyance et son désir font deux, et c'est fort heureux pour les gouvernés, M. Loria paraît persuadé que les gouvernants propriétaires n'ont qu'un but, à savoir, de conserver et d'accroître leurs richesses. S'il en était ainsi, s'il n'y avait, en politique, que des appétits économiques en jeu, on devrait s'attendre à voir, d'abord, les détenteurs du pouvoir prendre, s'ils sont intelligents, les mesures les plus propres à atteindre la fin indiquée, et en second lieu, ne reculer pour cela devant aucun excès d'arbitraire et de cruauté. Le passage de l'esclavage au servage, du servage au salariat, du salariat bientôt à je ne sais quoi, serait dès lors absolument inexplicable ; car, par ces transformations, comment le pouvoir a-t-il pu échapper aux mains intelligentes et opulentes qui le détenaient ? Mais des idées, sournoisement, se sont infiltrées sous

les crânes, elles ont pénétré dans le cerveau même des oppresseurs ; et ainsi a été renouvelée la face de la terre. — Il y a de quoi être épouvanté parfois quand on songe à ce que Tocqueville appelle l'omnipotence des majorités dans les sociétés démocratiques. Qu'est-ce qui empêche, je vous prie, une majorité triomphante, ou, pour mieux dire, le parti, l'école politique qui sert de levain à cette pâte, de confisquer tous les droits et tous les biens de la minorité, de la réduire elle-même en domesticité ou en esclavage, de lui ôter le droit de vote, de la traiter en bête de somme ou en vache à lait ? Direz-vous que c'est la constitution ? Mais la constitution, il est loisible de la remanier quand on est au pouvoir ; et c'est la magistrature au service du pouvoir qui déclare ce qui est constitutionnel ou inconstitutionnel. Laissons là cette digue de papier mâché, et cette autre de même force qu'on appelle la séparation des trois pouvoirs. Encore une fois, pour quelle cause les vaincus de nos batailles électorales et même de nos guerres extérieures ne sont-ils pas exploités par les vainqueurs de la même manière que l'étaient les vaincus des guerres extérieures et même des luttes civiles aux temps antiques ? Est-ce parce que le cœur humain est devenu plus compatissant et plus généreux ? Rien n'est moins prouvé. Est-ce parce que le désir de se faire servir passivement et gratis par autrui se serait, par hasard, amoindri ? Nullement. Mais de nouveaux principes ont envahi les âmes ; et, quoique la conduite ne s'y conforme pas toujours, qu'elle les viole même souvent, ils sont l'invisible frein, impossible à briser, que tout train de passions humaines en marche porte avec soi. Car une opinion et un caprice, un principe et un but, se forment indépendamment l'un de l'autre ; et, une fois formés, ils se développent par deux courants indépendants, le principe par la voie logique, suivant l'axiome implicite : « Qui affirme les données affirme la conséquence », le but par la voie téléologique, utilitaire, économique si vous voulez, suivant la maxime : « Qui veut la fin veut les moyens. » De là, soit les grands mouvements religieux ou philosophiques, tels que la Réforme ou la Révolution française, que nulle considération utilitaire ne parviendra jamais à expliquer, soit les grandes transformations économiques, telles que la fameuse révolution sociale de demain. Par bonheur, ces deux évolutions sont autonomes ; et, par bonheur, elles se touchent, se gênent, se croisent ; tantôt l'une, tantôt l'autre prédominant dans la direction des affaires publiques, mais jamais l'une à l'exclusion complète de l'autre. Je dis qu'il faut s'en applaudir ; car, d'une part, c'est l'obstacle enfin senti des nécessités ou des utilités pratiques qui arrête seul le fanatique dans le déroulement désastreux des articles de son credo ; d'autre part, c'est la honte de se contredire trop ouvertement qui retient le politique le moins scrupuleux, sur le point d'employer certains moyens très utiles à ses desseins, mais condamnés par ses idées. Si ce n'est point cette honte, au moins est-ce la crainte d'être blâmé et répudié par son parti, qui rougirait à sa place de ce démenti impudent. Aussi les plus fiers despotes seraient, je crois,

non les fanatiques, mais les sceptiques, si la volonté de ceux-ci ne se ressentait de la mollesse de leur pensée et s'ils ne se montraient aussi inconséquents en général dans la poursuite de leur but que dans l'application de leurs principes.

Sous la réserve des observations précédentes, je crois devoir louer, en finissant, le travail de M. Loria, fruit d'une méditation érudite et savante, précisément parce que j'y vois briller surtout le côté dont je l'accuse d'avoir négligé l'étude dans la Vie des sociétés, je veux dire le côté logique. Assurément, les considérations d'ordre pratique ne l'arrêtent pas et c'est un mérite chez un théoricien.

G. TARDE.

divers de ce docteur illuminé, vilipendé par l'outrecuidant F. Bacon, admiré comme un précurseur par G. Bruno, loué par Leibniz avec cet esprit de curiosité et d'équité qui lui faisait découvrir des perles dans les étables de la philosophie, comme Virgile dans le fumier d'Ennius. Quand la critique est patiente et bienveillante, les ouvrages qu'elle passe au creuset y laissent toujours quelques grains d'or ; car il n'est si mauvais livre qui ne vaille par quelque endroit.

Si R. Lull est, comme il paraît, un écrivain de race et l'une des gloires de la littérature catalane, il faudra bien lui reconnaître quelque mérite et casser le jugement défavorable de la présomption ou du préjugé.

J.-M. GUARDIA.

---

**D<sup>r</sup> Colajanni.** L'ALCOOLISMO, SUE CONSEGUENZE MORALI E SUE CAUSE, in-8° (Catania).

On a calomnié l'alcool et l'alcoolisme. Les économistes et les criminalistes bourgeois veulent nous faire croire que les misères, les folies, les dépravations croissantes de notre âge tiennent non à notre civilisation capitaliste comme le *verso* tient au *recto*, mais en grande partie à l'ivrognerie populaire ; en sorte que le peuple serait malheureux et délinquant par sa faute et n'aurait point le droit d'accuser la société. Il n'en est rien ; le peuple s'enivre parce qu'il est misérable, et non *vice versa* ; et d'ailleurs, si l'on interroge avec soin les statistiques, on voit clairement que la part des crimes, des cas de démence, des suicides, imputable à l'habitude de l'ivresse, est insignifiante. — Tel pourrait être le résumé succinct de l'ouvrage de M. Colajanni sur l'alcoolisme, ses conséquences et ses causes. Mais je me hâte d'ajouter qu'il faudrait se garder de le confondre avec un pamphlet socialiste.

C'est un travail sérieux, approfondi, digne d'éloges par l'abondance des recherches et des aperçus. Je dois louer aussi son point de vue général, qui consiste à expliquer avant tout par des causes sociales les phénomènes sociaux ; et, s'il prête injustement à l'école positive, à Ferri par exemple, l'exclusion des causes de ce genre, il ne serait point mal venu à dire que cette école, en traitant sur un pied d'égalité, dans l'application du délit, « les facteurs physiques, les facteurs anthropologiques et les facteurs sociaux », est loin de mettre ces derniers à leur rang. Il ne suffit pas d'être complexe pour être complet, ni même pour être exact. On n'explique ni complètement ni exactement la sensation lumineuse en disant qu'elle résulte des vibrations de l'éther, de la conformation de l'œil et du nerf optique. En réalité, elle est une propriété du nerf optique, rien de plus ; et la preuve, c'est que, excité n'importe comment, par un agent mécanique ou chimique autre que l'onde éthérée, ce nerf donne lieu à cette sensation. Celle-ci n'est qu'un des innombrables phénomènes que l'éther vibrant, l'éther agissant

peut provoquer, non produire, tandis qu'elle est le produit nécessaire et le produit unique du nerf optique mis en action. Il serait pourtant aisé de montrer, comme on l'a si bien fait, qu'il existe un lien, et un lien presque rigoureux, entre les variations de l'excitation éthérée et celles de la sensation lumineuse, lien tout autrement certain que le parallélisme cherché, rarement trouvé, par les statisticiens, entre les variations thermométriques des saisons ou des climats et celles de la criminalité, du suicide ou de la folie. Mais cette correspondance prouverait-elle un rapport de causalité entre les vibrations de l'éther et la sensation de la lumière? Non, elle démontrerait seulement l'adaptation remarquable du nerf optique épanoui en rétine à ses fins propres, comme la liaison constatée entre le poids des balles de coton entrées dans une usine et la longueur des toiles de coton qui en sortent démontre la perfection de la machine à tisser.

Les passions sociales (point d'honneur, jalousie conjugale, etc.) et les habitudes sociales (vie d'atelier, de bureau, de café, etc.) sont autant de machines fabriquées par la société avec des matériaux fournis par la nature de l'homme; et ces machines reçoivent toujours leur aliment du dehors, soit de la chaleur plus ou moins élevée, soit d'une boisson plus ou moins enivrante, soit d'une nourriture plus ou moins abondante. Elles font avec cela ce qu'elles savent faire, du bien ou du mal, suivant les cas, comme, avec les mêmes vibrations de l'air, une oreille fait des sons justes ou des sons faux suivant sa conformation, mais ce n'est ni le mérite ni la faute de la chaleur, de la nourriture ou de la boisson. Tout l'honneur ou toute la honte en revient à l'ordre social qui a employé de la sorte les agents naturels. Quand je vois tomber dans les rangs d'une armée, par un jour de revue, des soldats frappés d'insolation, je n'accuse pas le soleil, j'accuse le militarisme, qui convertit en danger de mort le bienfait des rayons vivifiants.

Aussi, je ne comprends pas pourquoi M. Colajanni se croit obligé, par sa thèse de la prédominance des causes sociales, à nier ou à réduire à presque rien la correspondance statistique entre la température et la criminalité<sup>1</sup>. Et il est de fait qu'après ses recherches il ne reste pas grand'chose de net et de clair à ce sujet, sauf le *calendrier de la criminalité* dressé par M. Lacassagne. Mais je comprends encore moins pourquoi il se croit intéressé par sa thèse proprement socialiste à contester la corrélation dont il s'agit. Vraiment, s'il était démontré que les années de belles récoltes, de belles vendanges, de beau temps, sont des années de meurtres et d'attentats aux mœurs, autrement dit que la surexcitation de l'activité nationale dans les voies traditionnelles où l'engagent ses aiguilleurs, aboutit non à une recrudescence de bienfaisance et de bonheur, mais à une multiplication des accidents et des catastrophes, quelle belle occasion ce serait là de maudire la société

1. Voir à ce sujet son intéressant et substantiel travail publié dans les *Archives d'anthropologie criminelle* (livraison de nov.-déc. 1886), et auquel M. Ferri a brillamment répondu (dans la livraison suivante).

et de lui reprocher l'emploi désastreux qu'elle fait des meilleures choses! Heureusement, et la société doit en rendre grâce à M. Colajanni, rien de moins assuré désormais que cette démonstration.

Quant à l'action de l'alcoolisme, il y a mieux à dire encore à cet égard. Que la consommation de l'alcool influe sur le cerveau humain dans le même sens que l'absorption de la chaleur, de manière à compenser le plus souvent, dans une certaine mesure <sup>1</sup>, le déficit de celle-ci, *si du moins* on consomme plus de liqueurs alcooliques dans les régions plus froides <sup>2</sup>, c'est là une hypothèse plausible, à laquelle je me suis rallié. Mais il y a, il doit y avoir, au point de vue de M. Colajanni, cette différence que la chaleur est un agent naturel, mais non l'alcool; que l'absorption de chaleur est un fait naturel, mais non la consommation d'alcool. L'alcool est né de quelques inventions, dont quelques-unes fort récentes, qui ont permis de transformer en cette précieuse substance toutes sortes de fruits, de graines, et jusqu'aux pommes de terre; inventions répandues par imitation de fabrique en fabrique, puis de cabaret en cabaret. L'alcoolisme est né de quelques excès individuels qui ont trouvé des imitateurs, favorisés par la vie de caserne, initiation à la vie de cabaret, sinon par l'habitude du tabac, sociale aussi, militaire dans ses causes. Tout est social ici; et maintenant, si ce mal social, l'alcoolisme, qui, d'après M. Colajanni, procède de la misère due à notre mauvaise organisation économique, n'engendre pas d'autres maux sociaux, s'il est innocent de la part énorme, très exagérée à coup sûr, qu'on lui attribue dans le contingent des délits et de l'aliénation mentale, tant mieux et non tant pis pour le régime capitalistique qui pousse, nous dit-on, l'ouvrier à s'alcooliser! Par sa plaidoirie savante en faveur de l'alcool, notre socialiste, ce me semble, fait le jeu de ses adversaires.

Cela dit pour l'amour de la logique, empressons-nous d'ajouter qu'il nous paraît s'abuser en donnant la misère pour cause unique ou pour cause principale à l'ivrognerie <sup>3</sup>. Qu'il en soit ainsi à Londres, je le veux bien; mais à Paris, depuis trente ans, et, en général, en France et en Europe <sup>4</sup>, l'ouvrier est-il plus riche ou plus pauvre? Plus riche certai-

1. Dans une certaine mesure seulement : ce sera là toute ma réponse à l'objection que me fait à ce sujet M. Colajanni. Ma réponse est, au surplus, celle de M. Ferri.

2. J'emets dubitativement cette proposition, qu'on a le tort d'accepter trop à la légère, sans tenir compte de la quantité bien plus grande de vin qui est consommée dans les pays méridionaux, où la consommation d'alcool est moindre. Si, par exemple, dans tel département où l'on boit par tête 3 litres d'alcool seulement, on boit en même temps 2 ou 3 hectolitres de vin, peut-on le juger plus sobre que tel autre, où l'on boit par tête 12 litres d'alcool et un demi-hectolitre de vin?

3. Sur ce point, il essaye de répondre (p. 145) à une objection faite par moi à M. Turati.

4. M. Leroy-Beaulieu a beau être un vil économiste, j'avouerai humblement que les pages qu'il consacre à cette question dans sa *Répartition des Richesses* m'ont paru concluantes.

nement, à mesure que ses salaires recevaient une augmentation énorme, souvent artificielle, mais d'autant plus propre à le « pousser à la consommation ». L'ivrognerie naît principalement du bien-être : à cet égard j'invoque M. Fournier, de Flaix, autre panégyriste de l'alcool<sup>1</sup>, d'après lequel, ainsi qu'il résulte d'un tableau dressé par lui, la consommation des liqueurs alcooliques est proportionnelle à la prospérité des peuples et à leur degré de civilisation. A ce fait général, il importe peu d'objecter quelques menus faits d'exception, par exemple la remarque fréquente que, en temps de grève, les ouvriers consomment plus d'alcool. Je le crois bien ! Ils ont à remplir le vide de leur temps, et ils jouissent de leurs restes. Je ne veux pas nier, d'ailleurs, que le petit verre soit une consolation pour plusieurs, pour un grand nombre.

Mais, avant tout, l'explication vraie, c'est l'exemple ambiant. Le bien-être ou la misère, le climat froid ou chaud, sont sans efficacité ici tant que l'action de l'exemple n'intervient pas. L'Angleterre a beau être le pays le plus riche du monde, l'alcoolisme n'y est ni très intense ni en voie de progression ; le Canada a beau être un pays glacial, sa sobriété est prodigieuse, et, de 1861 à 1880, elle a doublé, si l'on en juge par la consommation des alcools et des vins, qui s'y est abaissée de 50 p. 100. Comment se fait-il que, pendant que cette consommation augmente sans cesse en France, en Belgique, en Allemagne, en Finlande, elle diminue considérablement en Danemark, en Suède, en Norvège, en Russie, en Autriche, et, je le répète, au Canada ? La raison de ce contraste ne saurait être d'ordre économique. Je soupçonne plutôt là-dessous l'action cachée de l'imitation. Aussi, ce qui doit nous rassurer un peu pour l'avenir, c'est que les classes supérieures, imitées toujours quoiqu'enviées ou parce qu'enviées, se montrent aujourd'hui de plus en plus sobres, et que l'opinion publique formée par elles réproouve avec une sévérité croissante les excès de table. M. Colajanni a fort bien compris l'importance d'un tel fait. Le proverbe *boire comme un templeier* révèle les habitudes qui régnaient jadis dans la société polie. Notre auteur nous cite un moine qui, quoique mort d'ivresse, fut canonisé ; et il rappelle que les empereurs d'Allemagne, à leur couronnement, juraient de ne pas s'enivrer. Imagine-t-on un monarque contemporain, fût-il allemand, prêtant un serment pareil !

La partie la plus solide du livre de M. Colajanni, c'est assurément sa discussion statistique. Mais, encore ici, nous ne pouvons accepter qu'une partie de ses conclusions. Reconnaissons d'abord franchement que la statistique sur ce sujet est un peu la bouteille à l'encre ; *non liquet*. Mais, fût-il prouvé qu'elle ne prouve point l'action de l'alcoolisme sur la criminalité et d'autres fléaux sociaux, il n'en serait pas moins permis d'affirmer cette action en vertu d'autres considérations, et notamment de celle-ci, que l'alcool, comme nous le dit son avocat, débride le cerveau, relâche son frein modérateur. S'il en est ainsi, il doit fatalement occa-

1. Voir *Revue scientifique*, 14 août 1886.

sionner force méfaits et force chutes dans la démence. Mais il serait surprenant qu'une efficacité pareille ne se traduisît par aucun signe dans l'algèbre du statisticien. Aussi, ce me semble, malgré les doutes que l'étude approfondie du savant sicilien a soulevés, reste-t-il non plus certain, il est vrai, mais probable que beaucoup de chiffres maniés par le criminaliste ou l'aliéniste expriment en partie la déplorable vertu de l'ivresse accidentelle ou habituelle. J'attache peu d'importance, comme M. Ferri, à la statistique comparée *des divers États*; leur diversité même est un obstacle à leur comparaison utile. Sans doute, les États septentrionaux le plus alcooliques, le Danemark entre autres, sont en même temps moins criminels et, qui plus est, moins fertiles en *crimes de sang* (réputés la spécialité criminelle de l'alcool) que les pays méridionaux, par exemple que l'Italie, si sobre. Mais qu'est-ce que cela signifie? Ne savons-nous pas que les meilleures conditions sociales, les plus efficaces pour contrebalancer, et bien au delà, l'influence de l'alcoolisme, se trouvent dans le Nord, du moins dans notre siècle? Comparer les diverses provinces d'un même État, passe encore. Or, il est à remarquer que, d'après un tableau dressé par M. Bournet<sup>1</sup>, en France, les départements riches qui ont le plus de cabarets par rapport à leur population, comptent le plus de délits, tandis que les départements pauvres, moins buveurs, sont aussi moins délinquants. M. Baron a fait un rapprochement analogue, auquel M. Colajanni ne répond pas. Singulier tableau, entre parenthèses, d'où il résulte que le progrès de la prévoyance et du bien-être, exprimé par le chiffre des membres de sociétés de secours mutuels et des indigents secourus dans les régions nord et sud-ouest de la France, est, dans une certaine mesure, lié au progrès de la criminalité et de l'ivrognerie!

Mais passons à la statistique comparée *dans le temps*. Celle-ci, comme le dit notre auteur, est de beaucoup la plus instructive. En négligeant les détails, nous constatons que, en France, depuis 1830, la consommation de l'alcool a triplé, exactement comme la délictuosité. Or, quoique dans le détail les deux courbes coïncident rarement (20 fois seulement contre 29 non coïncidentes), ce parallélisme d'ensemble ne peut pas être dépourvu de toute signification. Le parallélisme est encore plus marqué avec la courbe du suicide<sup>2</sup>. En Belgique, l'alcoolisme et le délit ont augmenté de même, parallèlement, malgré de nombreuses inversions annuelles. En Suède, la marche de l'alcoolisme et celle de l'aliénation mentale ont été en général parallèles. J'omets l'Irlande, où, à la suite des prédications du P. Mathew contre l'ivresse, on a vu diminuer à la fois, du même pas, l'ivrognerie et la criminalité. C'étaient là, je le reconnais, deux effets d'une même cause, l'enthousiasme religieux excité

1. Il est reproduit par notre auteur, p. 60.

2. Il est vrai que l'auteur fait à ce sujet une remarque très juste : l'augmentation de l'alcoolisme a lieu dans les classes inférieures, et l'augmentation du suicide, principalement dans les classes cultivées.

par le prédicateur, et non deux faits réunis par un lien de causalité de l'un par l'autre <sup>1</sup>.

L'influence de l'alcoolisme me semble plus manifeste sur la petite ou moyenne délictuosité que sur la grande. M. Colajanni fait observer que, de 1849 à 1880, en France, la consommation d'alcool a beaucoup augmenté, pendant que les homicides volontaires diminuaient. Cette très légère diminution toutefois n'est qu'apparente, si l'on tient compte de la *correctionnalisation* croissante, qui a fait passer un nombre toujours plus grand de meurtres sous la rubrique des homicides par imprudence. Ceux-ci ont monté par degrés de 155 en 1826 à 470 en 1880. Mais ce n'est rien auprès de l'accroissement numérique des coups et blessures : 609 en 1826, 1112 en 1880! On comprend fort bien que l'alcool rende les hommes batailleurs encore plus que meurtriers. Ces chiffres peuvent être rapprochés de la statistique anglaise, où l'on constate que les grands crimes ont diminué de 20 p. 100, mais que les simples délits ont crû de 81 p. 100. Je me crois aussi autorisé par certains faits, dont notre auteur triomphe trop aisément, à faire une autre remarque générale : l'alcoolisme coutumier, traditionnel, acclimaté, l'alcoolisme élevé à la hauteur d'une institution nationale ou d'un rite religieux, est tout autrement inoffensif que l'alcoolisme importé par mode récente, par accès d'innovation, et en train de se répandre dans un nouvel habitat. Une maladie chronique est toujours moins intense, quoique plus incurable, qu'une maladie aiguë; et les vices, comme les virus, à la longue s'adoucisent en se nationalisant, par exemple la débauche à Chypre et la fainéantise à Naples. C'est sans doute la raison pour laquelle le *minimum* de criminalité, joint au *maximum* d'ivrognerie, nous est offert par la Bretagne et la Normandie, et pourquoi les Désaugiers et les Anacréons de tous les temps ont chanté le vin. Je m'explique de la même manière la petite constatation statistique faite par l'auteur dans sa propre patrie, Castrogiovanni, pays de grands vignobles, où tous les ans la Saint-Martin est fêtée de temps immémorial par des libations sans fin et où cependant le mois de novembre est le moins fertile en délits. Fort bien; ces vieilles fêtes patronales avaient du bon; et il est agréable de penser qu'un peu de joie, même bachique, n'a rien de démoralisant; au contraire.

Évidemment, l'alcoolisme ne doit pas plus nous faire maudire l'alcool que l'érotisme ne doit nous faire maudire l'amour. Mais avons-nous besoin de la statistique pour nous assurer que le libertinage est un mal? Et, à vrai dire, comment pourraient-ils bien s'y prendre les statisticiens pour nous démontrer laborieusement cette évidence? Ils seraient très embarrassés. Ils auraient même beaucoup de peine à prouver que la

1. La proportion des alcoolistes parmi les aliénés est forte, quoique décroissante, paraît-il; mais l'auteur prétend qu'ils sont alcoolistes parce qu'ils sont aliénés, et non aliénés parce qu'ils sont alcoolistes. Voy. à ce sujet la statistique relative à Vienne (p. 123). Il est certain au moins que l'alcoolisme des courtisanes est la suite et non la source de leur prostitution.

débauche est mère et non fille de la misère, quoique cela soit manifeste. Aussi l'incertitude et l'ambiguïté de leurs résultats relativement à la question qui nous occupe ne sauraient plaider en faveur de l'ivrognerie. Je ferai une concession à M. Colajanni : c'est que toute cette campagne contre l'alcoolisme, menée en Allemagne, en France et ailleurs <sup>1</sup>, pourrait bien avoir pour unique effet de servir l'hypocrisie de législateurs ou d'hommes d'État désireux de monopoliser la fabrication de l'alcool après celle du tabac, et de distribuer, après des bureaux de tabac, des bureaux d'alcool. Mais, comme on ne voit point que le monopole gouvernemental ait empêché la tabacomanie de se développer, il n'y a pas plus de raisons de croire que les distilleries officielles auront la vertu de combattre l'intempérance. L'hygiène pourtant, reconnaissons-le, trouvera son compte à l'élimination des alcools impurs, considération de haute importance. Mais, si le renchérissement excessif des eaux-de-vie rectifiées et estampillées de la sorte devait avoir pour effet de rejeter la soif des buveurs sur d'autres substances encore plus toxiques et enivrantes à meilleur marché, par exemple sur l'éther ou l'opium, comme il arrive en divers pays, on ne voit pas trop ce que la santé publique gagnerait au change. Ce n'est pas en Chine seulement, c'est en Angleterre et aux États-Unis que l'opium, sous diverses formes, fait des ravages. A Glasgow et à Londres, « quand les pauvres n'ont pas de quoi acheter de l'eau-de-vie, ils achètent du laudanum ». En Irlande, le bon P. Mathew avait si bien réussi à faire proscrire l'eau-de-vie qu'on se mit à boire de l'éther.

Il est certain qu'un courant presque irrésistible pousse les masses à la recherche des excitants. Pour mesurer la force de cet entraînement, il suffira de dire qu'il est plus facile aux religions elles-mêmes de réprimer la débauche que l'ivresse, de faire des femmes chastes que des hommes sobres, comme le prouve l'exemple déjà cité des Bretons, et que, seul, l'islamisme a eu la puissance de généraliser la sobriété. Encore la loi du Prophète n'a-t-elle soumis que des races méridionales naturellement assez tempérantes; il n'est pas sûr qu'elle eût plié les Danois et les Suédois au régime de l'eau pure. L'alcool, en somme, est au peuple ce que le sucre est à l'enfant : « la poésie de la vie digestive. »

D'où vient ce penchant indomptable, ou peu s'en faut? Disons mieux : cette véhémence, cette rapidité de diffusion populaire qui est propre, en général, à tous les *excitants*, alcools de toute espèce, liqueurs fermentées, café, thé (ajoutons journaux), pourquoi est-elle le privilège, non de ces substances seulement, mais de substances précisément contraires, des *calmants*, tabac, morphine et autres? Pourquoi l'homme a-t-il besoin d'une ivresse quelconque, et pourquoi, ayant ce besoin, a-t-il aussi celui d'un apaisement? Pourquoi rien ne se répand-il si vite

1. Indépendamment des intéressantes idées de M. Alglave à ce sujet, lire M. Rochard (*Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1886) et M. d'Haussonville (*Revue des Deux Mondes*, *passim*, 1<sup>er</sup> janvier 1887). Voy. aussi *Journal des Economistes*, mars 1886, etc.

que l'habitude de boire, si ce n'est l'habitude de fumer? On peut répondre de prime abord que ces deux habitudes se complètent, que chacune d'elles appelle l'autre. Mais il n'y a en cela qu'une faible part de vérité; on les voit se développer suivant une allure très inégale, parfois même indépendamment l'une de l'autre et dans des milieux différents. Il y a les peuples ou les classes qui fument, et il y a les peuples ou les classes qui boivent. Le Turc fume et ne boit pas <sup>1</sup>, notre paysan ne fume pas encore et continue à s'enivrer. A mon avis, il est permis de regarder cette double passion comme l'une des formes grossières que revêt en société le besoin de mensonge ou d'erreur qui rend social. Ce que dit le politicien à son journal ou le libertin à sa courtisane, l'Arabe accroupi le dit à sa pipe, et l'ouvrier ou le paysan attablé à son petit verre ou à sa bouteille : mens-moi, trompe-moi, abuse-moi, arrache-moi au combat de la vie et procure-moi sans lutte l'illusion de la puissance ou du bonheur! Seulement, l'illusion ainsi cherchée et obtenue est tantôt exultante, tantôt simplement consolante. Si l'alcool est le lyrisme de la vie végétative, le tabac en est l'élégie. Il est remarquable que ce dernier semble destiné à survivre au premier. On l'a vu, les classes lettrées se sont guéries du vice de la boisson; mais elles fument toujours et ne paraissent pas près de renoncer à ce goût fâcheux. Est-ce parce que l'état cérébral produit par l'enfièvrement alcoolique, mais non l'alanguissement léger dû à la plus précieuse des solanées est incompatible avec les ivresses supérieures, avec l'exaltation politique peut-être parfois, et à coup sûr avec les joies de l'art et de la pensée? Et, de fait, les plaisirs spirituels sont le véritable remède à l'abus des spiritueux. Je suis pleinement d'accord sur ce point avec M. Colajanni. Il faut traiter l'ivrognerie par la méthode substitutive. Ou bien l'homme aurait-il vraiment, même civilisé, un plus grand besoin de calme que d'excitation, de consolation et de résignation que d'espérance?

G. TARDE.

---

V. Van der Haeghen. — GEULINX, ÉTUDE SUR SA VIE, SA PHILOSOPHIE ET SES OUVRAGES, 1 vol. in-8° de 230 pages, chez Ad. Hoste. Gand, 1886.

M. Haeghen s'était proposé d'abord de rassembler les ouvrages de Geulinx, de faire des recherches à son sujet dans les archives d'Anvers et les documents de l'ancienne université de Louvain. Puis il a élargi le cercle de son travail, essayé de réunir en une synthèse l'ensemble des principes de Geulinx et de fixer la place qu'il doit occuper dans l'histoire de la philosophie cartésienne.

1. D'après notre auteur, l'infériorité des Musulmans tient à ce qu'ils ne boivent pas d'alcool.